

BULLETIN OFFICIEL DES ARMÉES



Édition Chronologique n° 4 du 29 janvier 2015

TEXTE SIGNALE

ACCORD

entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de l'Inde relatif à la protection des informations et matériels classifiés dans le domaine de la défense.

Du 25 janvier 2008

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES.

ACCORD entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de l'Inde relatif à la protection des informations et matériels classifiés dans le domaine de la défense.

Du 25 janvier 2008

NOR

Pièce(s) Jointe(s) :

Une annexe.

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 101-1.6.5

Référence de publication : (www.basedoc.diplomatie.gouv.fr) ; signalé au BOC 4/2015.

Accord entre
le Gouvernement de la République française
et
le Gouvernement de la République de l'Inde
relatif à la protection des informations et matériels classifiés
dans le domaine de la défense

Le Gouvernement de la République française,

et

le Gouvernement de la République de l'Inde,

ci-après dénommés « les Parties »,

Désireux l'un et l'autre de protéger les informations et matériels classifiés dans le domaine de la défense, échangés entre les Parties dans le cadre d'accords de coopération conclus ou à conclure et dans le cadre d'appels d'offres, de contrats ou de commandes d'organismes publics ou privés des Parties,

Sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE 1^{er}
Définitions

Aux fins du présent Accord, on entend par :

« informations et matériels classifiés », les informations et matériels auxquels, sans préjuger de leur nature et mode de transmission, a été attribué un niveau de classification de sécurité et qui requièrent, dans l'intérêt de la sécurité nationale et conformément aux lois et règlements nationaux de chacune des Parties, une protection contre la compromission, la destruction, la soustraction, la divulgation, la perte ou l'accès de toute personne non habilitée et non autorisée ;

« Partie d'accueil », la Partie sur le territoire de laquelle est effectuée une visite ;

« Partie émettrice », la Partie qui fournit une information ou un matériel classifié à l'autre Partie ;

« Autorités de sécurité compétentes », l'autorité de sécurité désignée ou les autorités compétentes autorisées conformément aux lois et règlements nationaux des Parties et qui sont responsables de la mise en œuvre du présent Accord ;

« Partie destinataire », la Partie à laquelle une information ou un matériel classifié est communiqué par la Partie émettrice ;

« Utilisateur », la personne physique ou morale habilitée par les Parties à traiter les informations et matériels classifiés ;

« Besoin d'en connaître », la nécessité d'avoir accès à des informations classifiées dans le cadre d'une fonction officielle déterminée et pour l'exécution d'une mission spécifique.

ARTICLE 2

Objet

Le présent Accord constitue le règlement de sécurité commun, applicable à tout échange d'informations classifiées, dans le cadre de tous les accords, contrats ou contrats de sous-traitance conclus entre les Parties ou par les Parties ou leurs organismes dûment autorisés à cet effet, durant la période de validité du présent Accord.

ARTICLE 3

Autorités compétentes

Les Autorités de sécurité compétentes pour la mise en œuvre du présent Accord sont :

Pour la République française :

**Ministère de la défense
14 rue Saint-Dominique
00455 Armées**

Pour la République de l'Inde :

**Ministry of Defence
South Block
New Delhi**

Les Parties se tiennent mutuellement informées de tout changement éventuel concernant leurs autorités de sécurité compétentes.

ARTICLE 4 *Principes de sécurité*

Les Parties prennent, conformément à leurs lois et règlements nationaux, toutes les mesures propres à assurer la protection des informations et matériels classifiés qui leur ont été transmis en vertu du présent Accord ou conformément à des accords, des contrats ou des contrats de sous-traitance conclus entre les Parties ou par les Parties ou leurs organismes dûment autorisés à cet effet.

La protection et l'échange d'informations et de matériels classifiés entre les Parties sont régis par les principes suivants :

1. La Partie destinataire donne aux informations et matériels classifiés qu'elle reçoit un niveau de protection équivalent à celui expressément appliqué à ces informations et matériels par la Partie émettrice.
2. L'accès aux informations et matériels classifiés est limité aux seules personnes qui ont été habilitées au niveau requis par une habilitation de sécurité délivrée par l'autorité de sécurité compétente de la Partie et dont les fonctions nécessitent l'accès à ces informations et matériels classifiés sur la base du besoin d'en connaître.
3. La Partie destinataire ne transmet pas les informations et matériels classifiés à un tiers, État, personne physique ou morale ayant la nationalité d'un État tiers, ou organisation internationale, sans l'autorisation écrite préalable de la Partie émettrice.
4. Les informations et matériels classifiés échangés entre les Parties ne peuvent être utilisés à des fins autres que celles pour lesquelles ils sont officiellement transmis.
5. La Partie destinataire ne décline ni ne déclassifie une information ou un matériel classifié transmis sans l'autorisation écrite préalable de la Partie émettrice.
6. Les informations et matériels générés à l'occasion des activités menées conformément au présent Accord sont classifiés par voie de consultations entre les Parties ou par leurs organismes dûment autorisés.

ARTICLE 5 *Classifications de sécurité et équivalences*

1. Les Parties, ayant pris connaissance des mesures de sécurité prescrites par leurs lois et règlements nationaux respectifs, s'engagent à protéger les informations et matériels classifiés échangés et adoptent l'équivalence des niveaux de classification de sécurité définis dans le tableau ci-dessous :

France	Inde
SECRET DEFENSE	<i>SECRET</i>
CONFIDENTIEL DEFENSE	<i>CONFIDENTIAL</i>
DIFFUSION RESTREINTE*	<i>RESTRICTED</i>

* Les informations marquées « *RESTRICTED* » sont traitées et protégées en France selon les lois et règlements nationaux de cette Partie applicables aux informations protégées mais non classifiées qui portent la mention « DIFFUSION RESTREINTE ».

Les informations non classifiées mais protégées par la mention « DIFFUSION RESTREINTE », transmises par la Partie française, sont traitées et protégées par la Partie indienne selon ses lois et règlements nationaux applicables à la mention « *RESTRICTED* ».

2. Afin de maintenir des normes de sécurité comparables, chaque Partie fournit, à la demande de l'autre Partie, les informations concernant les règlements de sécurité, les procédures et les pratiques qu'elle applique pour assurer la sécurité des informations et matériels classifiés. Chaque Partie facilite les contacts entre les autorités de sécurité des deux Parties.
3. Les Parties se tiennent informées de tout changement concernant leurs lois et règlements nationaux concernant la sécurité des informations et matériels classifiés.

ARTICLE 6

Habilitation de sécurité

1. Pour l'accès aux informations et aux matériels classifiés CONFIDENTIEL DEFENSE / *CONFIDENTIAL* ou de niveau supérieur, chaque Partie suit la procédure d'habilitation de sécurité nationale prescrite.
2. S'agissant de l'habilitation de sécurité d'un ressortissant d'une des Parties qui doit séjourner sur le territoire de l'autre Partie en vertu d'accords ou de contrats soumis au présent Accord, les autorités de sécurité compétentes de la Partie concernée, à la demande de l'autre Partie, facilitent l'octroi de cette habilitation conformément à leurs lois et règlements nationaux.

ARTICLE 7

Classification, réception et modifications

1. Dès réception d'informations et matériels classifiés en provenance de l'autre Partie, la Partie destinataire appose ses propres timbres nationaux de classification de sécurité conformément aux équivalences définies à l'article 5.
2. Les Parties s'informent mutuellement de tout changement ultérieur de classification des informations et/ou matériels classifiés transmis à l'autre Partie.

ARTICLE 8

Déclassement, déclassification et transmission à des tiers

Les informations et matériels classifiés échangés, transmis, élaborés ou en cours d'élaboration conjointement par les deux Parties en vertu d'accords, de contrats ou de toute autre activité commune ne peuvent être déclassés, déclassifiés ou transmis à un tiers, État, personne physique ou morale ayant la nationalité d'un État tiers, ou organisation internationale, sans l'autorisation écrite préalable de l'autre Partie.

ARTICLE 9

Transmission d'informations classifiées entre les Parties

1. Les informations et matériels classifiés sont transmis d'une Partie à l'autre par la voie diplomatique.
2. Les autorités de sécurité compétentes peuvent, d'un commun accord, convenir de ce que les informations classifiées peuvent être transmises par un autre moyen que la voie diplomatique, dans la mesure où ce mode de transmission se révélerait inadapté ou difficile.
3. La Partie destinataire confirme dans les meilleurs délais la réception des informations et matériels classifiés et les transmet à l'utilisateur.

ARTICLE 10

Divulgarion, mise en œuvre et instructions

Chaque Partie porte à la connaissance des utilisateurs concernés le fait que le présent Accord est applicable aux informations et matériels classifiés transmis et échangés entre les Parties.

ARTICLE 11

Mesures de sécurité

1. Aux fins de la transmission d'informations et de matériels classifiés d'une Partie à des utilisateurs de l'autre Partie, la Partie destinataire doit :
 - a) S'assurer que leurs installations sont en mesure de protéger comme il convient les informations et matériels classifiés ;
 - b) Accorder à ces installations une habilitation de sécurité au niveau requis ;
 - c) Accorder une habilitation de sécurité au niveau requis aux personnes dont les fonctions nécessitent l'accès à ces informations et matériels classifiés ;
 - d) S'assurer que toutes les personnes ayant accès à ces informations et matériels classifiés sont conscientes de leurs responsabilités en matière de protection des

informations et matériels classifiés conformément aux lois et règlements en vigueur ; et

- e) Effectuer des inspections régulières de sécurité de leurs installations.
2. Lorsque des négociations précontractuelles en vue d'un contrat ou d'un contrat de sous-traitance classifié sont entamées entre un utilisateur situé sur le territoire de l'une des Parties et un autre utilisateur situé sur le territoire de l'autre Partie, l'autorité de sécurité compétente de la Partie émettrice informe son homologue de la classification de sécurité de l'information ou du matériel concerné par ces négociations précontractuelles.
3. Pour tout contrat ou contrat de sous-traitance comportant des informations et matériels classifiés, il est établi une annexe de sécurité. Dans cette annexe, l'autorité de sécurité compétente de la Partie émettrice de l'information ou du matériel précise ce qui doit être protégé par la Partie destinataire ainsi que le niveau de classification correspondant qui est applicable. Seule l'autorité d'origine de la Partie émettrice peut modifier le niveau de classification d'une information ou d'un matériel figurant dans une annexe de sécurité. L'autorité de sécurité nationale compétente de la Partie émettrice transmet une copie de l'annexe de sécurité à l'autorité de sécurité compétente de l'autre Partie.

ARTICLE 12

Visites

1. Les visites des ressortissants d'une Partie sur un site de l'autre Partie où des informations et matériels classifiés sont détenus sont accordées sous réserve que l'autorité de sécurité compétente de la Partie d'accueil ait donné une autorisation préalable écrite à ces visites. Les visites de ressortissants d'un État tiers impliquant l'accès à des informations ou matériels classifiés échangés entre les Parties ou à des zones où de tels informations et matériels sont détenus, peuvent être autorisées d'un commun accord entre les Parties.
2. Les demandes de visites sont transmises par la voie diplomatique à l'autorité de sécurité compétente de la Partie d'accueil. Ces demandes doivent parvenir dans un délai minimum de trois semaines avant la visite demandée. Les demandes de visite contiennent les informations figurant à l'Annexe du présent Accord.
3. Une Partie peut demander une autorisation de visite pour une période maximale de 12 mois. S'il y a présomption qu'une visite particulière ne sera pas terminée dans ce délai ou qu'un allongement de la période autorisée pour les visites régulières est nécessaire, la Partie qui fait la demande de visite présente une nouvelle demande de visite dans un délai qui ne peut être inférieur à trois semaines avant l'expiration de l'autorisation concernant la visite en cours.
4. Tous les visiteurs de l'une ou l'autre Partie doivent se conformer aux règlements de sécurité et aux instructions de la Partie d'accueil.

ARTICLE 13
Visites multiples

1. Pour tout projet, programme ou contrat, les Parties peuvent convenir d'établir des listes de personnes autorisées à effectuer des visites multiples conformément aux modalités et conditions convenues mutuellement par les autorités de sécurité compétentes des deux Parties. Ces listes sont valables pour une période initiale de douze mois pouvant être prolongée par accord mutuel des deux Parties pour des périodes supplémentaires n'excédant pas douze mois.
2. Les listes mentionnées ci-dessus sont établies et arrêtées conformément aux règlements en vigueur dans la Partie d'accueil. Une fois ces listes approuvées par les Parties, les modalités de visites particulières peuvent être réglées directement avec les autorités compétentes des installations qui doivent être visitées par les personnes mentionnées sur ces listes selon les termes et conditions agréés.

ARTICLE 14
Visites de vérification

1. Chaque Partie conduit des inspections de sécurité dans ses installations qui détiennent des informations et matériels classifiés transmis ou échangés dans le cadre du présent Accord, conformément à ses lois et règlements nationaux, afin de s'assurer que les mesures de sécurité sont correctement appliquées.
2. Conformément aux procédures énoncées aux articles 12 et 13, les représentants de chaque Partie peuvent se rendre dans les établissements et les installations situés sur le territoire de l'autre Partie afin de discuter avec les autorités compétentes des procédures et mesures pratiques mises en place pour protéger les informations et matériels classifiés qui ont été transmis par le pays concerné, et de s'assurer que des dispositions sont en place pour garantir la sécurité de projets spécifiques.

ARTICLE 15
Compromission de sécurité

En cas de compromission, par exemple, de destruction, de détournement, de soustraction, de reproduction non autorisée, de divulgation, de perte effective ou présumée d'informations et de matériels classifiés transmis ou échangés, la Partie destinataire mène une enquête et prend toute mesure appropriée, conformément à ses lois et règlements nationaux, pour limiter les conséquences et prévenir tout nouveau cas de compromission. La Partie destinataire informe la Partie émettrice des résultats de l'enquête et des mesures prises pour éviter la reproduction de telles compromissions.

ARTICLE 16

Frais

1. L'exécution du présent Accord ne génère en principe aucun frais spécifique.
2. La charge de toute dépense éventuelle générée par la mise en œuvre du présent Accord est supportée par les Parties concernées dans la limite de leurs disponibilités budgétaires.

ARTICLE 17

Règlement des différends

1. Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord est réglé exclusivement par consultation entre les Parties.
2. Pendant la durée du différend, les deux Parties continuent à respecter toutes leurs obligations en vertu du présent Accord.

ARTICLE 18

Entrée en vigueur, amendement et dénonciation

1. Chacune des Parties notifie à l'autre Partie l'accomplissement des procédures internes requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent Accord, qui prend effet le jour de la réception de la seconde notification. Les dispositions du présent Accord s'appliquent également aux informations et matériels classifiés échangés préalablement à son entrée en vigueur.
2. Le présent Accord peut être amendé à tout moment d'un commun accord.
3. Le présent Accord est conclu pour une durée de 10 ans. Il est renouvelé par tacite reconduction pour de nouvelles périodes de 5 années, sauf si l'une des Parties notifie à l'autre Partie, par écrit et 6 mois avant l'expiration de la période de validité en cours, son intention de ne pas le reconduire.
4. Le présent Accord peut être dénoncé à tout moment par l'une des Parties avec un préavis de 6 mois. Cette dénonciation ne remet pas en cause les droits et obligations des Parties concernant la protection des informations et matériels classifiés échangés en vertu du présent Accord.
5. En cas de dénonciation et tant que la Partie émettrice n'a pas notifié leur déclassification à la Partie destinataire, les informations et matériels classifiés échangés en vertu du présent Accord et pendant sa durée de validité ainsi que ceux résultant d'accords, de contrats, ou de contrats de sous-traitance conclus couverts par celui-ci et encore en vigueur ou en cours d'exécution, continuent à être protégés conformément aux dispositions fixées, même si leur transmission s'effectue après la dénonciation de l'Accord.

En foi de quoi, les représentants des deux Parties dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord et y ont apposé leur sceau.

Fait à New Delhi le 25 janvier 2008 en deux exemplaires, chacun en langues française, hindie et anglaise, les trois textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la
République française



Hervé MORIN
Ministre de la Défense



Pour le Gouvernement de la
République de l'Inde

M. A. K. ANTONY
Ministre de la Défense

ANNEXE

La demande de visite mentionnée aux articles 12 et 13 doit contenir les informations suivantes :

- a) Le nom et le prénom du visiteur, ses date et lieu de naissance, sa nationalité et le numéro de son passeport ;
- b) L'emploi et la fonction du visiteur, le nom de l'établissement qui l'emploie ;
- c) Le niveau d'habilitation de sécurité du visiteur, authentifié par un certificat de sécurité à fournir par la Partie demanderesse ;
- d) La date envisagée pour la visite et la durée prévue ;
- e) L'objet de la visite et toutes les indications utiles sur les sujets à traiter et les niveaux de classification des informations et matériels classifiés ;
- f) Le nom des établissements, des installations et des locaux, objets de la visite ;
- g) Les noms et prénoms des personnes qui doivent recevoir le visiteur, si possible ;
- h) La date, la signature et l'apposition du timbre officiel de l'autorité de sécurité compétente.

रक्षा के क्षेत्र में
वर्गीकृत सूचना और सामग्री के संरक्षण के संबंध में
फ्रांस गणराज्य की सरकार
और
भारत गणराज्य की सरकार
के बीच करार

फ्रांस गणराज्य की सरकार,
और
भारत गणराज्य की सरकार,

जिन्हें इसमें इसके बाद "पक्षकार" कहा गया है,

पक्षकारों के बीच किए गए अथवा किए जाने वाले सहयोग करारों के ढांचे के भीतर और पक्षकारों से निविदा आमंत्रण, सार्वजनिक अथवा निजी संगठनों से संविदाओं अथवा आदेशों के ढांचे के भीतर रक्षा के क्षेत्र में आदान-प्रदान की गई वर्गीकृत सूचना और सामग्री के संरक्षण की इच्छा व्यक्त करते हुए,

एतद्वारा इस प्रकार सहमत हैं :-

अनुच्छेद 1 परिभाषाएं

इस करार के प्रयोजन के लिए ;

"वर्गीकृत सूचना और सामग्री" से वह सूचना और सामग्री निर्देशित है जिसका स्वरूप और संप्रेषण के तरीके, चाहे कैसे भी हों, जिसे संबद्ध पक्षकारों के राष्ट्रीय कानूनों और विनियमों के अनुसार राष्ट्रीय सुरक्षा के हित में, किसी बिना अनुमति प्राप्त और अप्राधिकृत व्यक्ति के समझौते, नष्टीकरण, हटाव, प्रकटीकरण, क्षति अथवा पहुंच के विरुद्ध संरक्षण अपेक्षित है, और जिसे सुरक्षा वर्गीकरण का विशिष्ट स्तर दिया गया है ।

"मेजबान पक्षकार" से वह पक्षकार अभिप्रेत है जिसके भू भाग में यात्रा की जाती है ।

"उपलब्धकर्ता पक्षकार" से वह पक्षकार अभिप्रेत है जो अन्य पक्षकार को वर्गीकृत सूचना अथवा सामग्री उपलब्ध कराता है ।

"सक्षम सुरक्षा प्राधिकारी" से पदनामित सुरक्षा प्राधिकारी अथवा पक्षकारों के राष्ट्रीय कानूनों और विनियमों द्वारा प्राधिकृत सक्षम प्राधिकारी अभिप्रेत है जो इस करार के कार्यान्वयन के लिए उत्तरदायी हैं ।

"प्राप्तकर्ता पक्षकार" से वह पक्षकार अभिप्रेत है जिसको उपलब्धकर्ता पक्षकार द्वारा वर्गीकृत सूचना अथवा सामग्री दी जाती है ।

“ प्रयोक्ता ” से वर्गीकृत सूचना और सामग्री के संबंध में कार्रवाई करने के लिए पक्षकारों द्वारा सुनिश्चित कोई विधिक संस्था अथवा व्यक्ति अभिप्रेत है ।

“ जानकारी की आवश्यकता ” का अर्थ है एक प्रदत्त संरक्षणी स्थिति के कार्यक्षेत्र में और विनिर्दिष्ट कार्य के निष्पादन के लिए वर्गीकृत सूचना तक पहुंच बनाने की आवश्यकता ।

अनुच्छेद 2

प्रयोजन

यह करार, पक्षकारों के बीच अथवा पक्षकारों द्वारा अथवा उनकी प्राधिकृत एजेंसियों द्वारा इस करार की विधिमान्य अवधि के दौरान किए गए सभी करारों, संविदाओं अथवा उप संविदाओं के लिए वर्गीकृत सूचना के किसी आदान-प्रदान पर लागू होने वाले साझा सुरक्षा विनियम नियत करता है ।

अनुच्छेद 3

सक्षम प्राधिकारी

इस करार के निष्पादन के लिए उत्तरदायी सक्षम सुरक्षा प्राधिकारी निम्नलिखित हैं :

भारत गणराज्य के लिए:

रक्षा मंत्रालय,
साउथ ब्लॉक,
नई दिल्ली

फ्रांस गणराज्य के लिए :

मिनिस्ट्री ऑफ डिफेंस,
14 यू सैन्ट-डोमिनिक,
00 455 आर्मीज

पक्षकार अपने सक्षम सुरक्षा प्राधिकारियों के किसी फेरवदल के बारे में एक दूसरे को जानकारी देंगे ।

अनुच्छेद 4 सुरक्षा सिद्धांत

पक्षकार अपने-अपने राष्ट्रीय कानूनों और विनियमों के अनुसार इस करार के अधीन अथवा पक्षकारों के बीच अथवा पक्षकारों द्वारा अथवा इस प्रयोजन के लिए उनकी विधिवत प्राधिकृत एजेंसियों द्वारा किए गए करारों, संविदाओं अथवा उप संविदाओं के अनुसार उन्हें दी गई वर्गीकृत सूचना और सामग्री के संरक्षण के लिए आवश्यक सभी उपाय करेंगे ।

पक्षकारों के बीच वर्गीकृत सूचना और सामग्री का संरक्षण और आदान-प्रदान निम्नलिखित सिद्धांतों द्वारा नियंत्रित होगा :-

1. प्राप्तकर्ता पक्षकार, प्राप्त वर्गीकृत सूचना और सामग्री को उस स्तर का संरक्षण प्रदान करेगा जो उपलब्धकर्ता पक्षकार द्वारा उन्हें विधिवत् प्रदान किए गए स्तर के समतुल्य हो ।
2. वर्गीकृत सूचना और सामग्री तक पहुंच केवल उन व्यक्तियों तक ही सीमित होगी जिन्हें पक्षकार के सक्षम सुरक्षा प्राधिकारी द्वारा अपेक्षित स्तर पर सुरक्षा के दृष्टिकोण से अनुमति दी गई है और जिनकी कार्यों में "जानने की जरूरत" सिद्धांत के आधार पर ऐसी वर्गीकृत सूचना तथा सामग्री के लिए पहुंच अपेक्षित हो ।
3. प्राप्तकर्ता पक्षकार वर्गीकृत सूचना और सामग्री को उपलब्धकर्ता पक्षकार की पूर्व लिखित सहमति के बिना तीसरे पक्षकार, देश, तीसरे देश की राष्ट्रीयता के व्यक्ति अथवा विधिक संस्था अथवा अंतर्राष्ट्रीय संगठन को प्रकट नहीं करेगा ।
4. पक्षकारों के बीच आदान-प्रदान की गई वर्गीकृत सूचना और सामग्री का प्रयोग जिन प्रयोजनों के लिए इन्हें आधिकारिक रूप से उपलब्ध कराया गया है उनसे भिन्न प्रयोजनों के लिए नहीं किया जाएगा ।
5. प्राप्तकर्ता पक्षकार, उपलब्धकर्ता पक्षकार की पूर्व लिखित सहमति के बिना किसी वर्गीकृत सूचना और सामग्री का न तो दर्जा घटाएगा न ही उसे अवर्गीकृत करेगा ।

6. इस करार के अनुसार किए गए कार्यकलापों के परिणामस्वरूप तैयार सूचना अथवा सामग्री पक्षकारों के बीच अथवा उनकी विधिवत प्राधिकृत एजेंसियों द्वारा पारस्परिक परामर्शों के माध्यम से वर्गीकृत की जाएगी ।

अनुच्छेद 5
सुरक्षा वर्गीकरण और समतुल्य वर्गीकरण

1. अपने-अपने संबद्ध राष्ट्रीय कानूनों और विनियमों द्वारा विहित सुरक्षा उपायों का संज्ञान लेते हुए पक्षकार आदान-प्रदान की गई वर्गीकृत सूचना और सामग्री की रक्षा करने का वचन देंगे और निम्नलिखित तालिका में यथापरिभाषित सुरक्षा वर्गीकरण के स्तरों के समतुल्य अपनाएंगे :-

फ्रांस	भारत
गुप्त रक्षा	गुप्त
गोपनीय रक्षा	गोपनीय
डिफ्यूजन रेस्ट्रिक्ट नोटा	प्रतिबंधित

नोटा : " प्रतिबंधित " चिह्नांकित सूचना वह सूचना है जो फ्रांस में रक्षित परंतु वर्गीकृत सूचना "डिफ्यूजन रेस्ट्रिक्ट" के लिए लागू नहीं है, ये राष्ट्रीय कानूनों और विनियमों के अनुसार संभाली जाती है और संरक्षित है ।

फ्रांस पक्षकार द्वारा अग्रेषित जो सूचना वर्गीकृत नहीं है परंतु "डिफ्यूजन रेस्ट्रिक्ट" संरक्षात्मक मार्किंग वाली है उसे भारतीय पक्षकार द्वारा " प्रतिबंधित "सूचना के लिए लागू राष्ट्रीय कानूनों और विनियमों के अनुसार संभाला और संरक्षित किया जाएगा ।

2. अन्य पक्षकार के अनुरोध पर, प्रत्येक पक्षकार, तुलनीय सुरक्षा मानक बनाए रखने के लिए वर्गीकृत सूचना और सामग्री की सुरक्षा के लिए अपने सुरक्षा विनियमों, व्यवहार और प्रक्रियाओं के बारे में सूचना उपलब्ध कराएगा । प्रत्येक पक्षकार दोनों पक्षकारों के सुरक्षा प्राधिकारियों के संपर्कों को सुकर बनाएगा ।

3. पक्षकार वर्गीकृत सूचना और सामग्री से संबंधित अपने राष्ट्रीय सुरक्षा कानूनों और विनियमों के बारे में किसी भी प्रकार के संशोधन की जानकारी एक दूसरे को देंगे ।

अनुच्छेद 6 **सुरक्षा अनुमति प्रक्रिया**

1. गोपनीय रक्षा/ गोपनीय अथवा उच्चतर वर्गीकरण वाली वर्गीकृत सूचना और सामग्री तक पहुंचने के लिए प्रत्येक पक्षकार विहित राष्ट्रीय सुरक्षा अनुमति प्रक्रिया का पालन करेगा ।

2. इस करार के अधीन करारों अथवा संविदाओं के अनुसरण में अन्य पक्षकार के भू-भाग में ठहरने वाले एक पक्षकार के राष्ट्रिक की सुरक्षा अनुमति के संबंध में संबंधित पक्षकार के सक्षम सुरक्षा प्राधिकारी अन्य पक्षकार के अनुरोध पर अपने राष्ट्रीय कानूनों और विनियमों के अनुसार ऐसी अनुमति को सुकर बनाएगा ।

अनुच्छेद 7 **वर्गीकरण, संग्रहण और संशोधन**

1. अन्य पक्षकार से वर्गीकृत सूचना और सामग्री प्राप्त होने पर, प्राप्तकर्ता पक्षकार उस पर अनुच्छेद 5 में स्थापित समतुल्य के अनुसार अपने राष्ट्रीय सुरक्षा वर्गीकरण की मोहर लगाने का वचन देगा ।

2. पक्षकार अन्य पक्षकार को भेजी गई सूचना और / अथवा सामग्री के वर्गीकरण में किसी संशोधन की सूचना एक दूसरे को देंगे ।

अनुच्छेद 8 **दर्जा घटाना, अवर्गीकरण और तीसरे पक्षकार को संप्रेषण**

करारों, संविदाओं अथवा किसी अन्य समान कार्यकलाप के अनुसार दोनों पक्षकारों के सहयोग से आदान-प्रदान की गई, संप्रेषित, तैयार अथवा तैयार की जा रही वर्गीकृत सूचना और सामग्री का अन्य पक्षकार की पूर्व लिखित सहमति के बिना दर्जा नहीं घटाया जाएगा, उसे अवर्गीकृत नहीं किया जाएगा अथवा तीसरे पक्षकार, देश, तीसरे देश की राष्ट्रियता वाले व्यक्ति अथवा विधिक संस्था अथवा अंतरराष्ट्रीय संगठन को नहीं भेजा जाएगा ।

अनुच्छेद 9
पक्षकारों के बीच वर्गीकृत सूचना का संप्रेषण

1. वर्गीकृत सूचना और सामग्री, एक पक्षकार से दूसरे पक्षकार को बरास्ता राजनयिक माध्यम से अग्रेषित की जाएगी ।
2. सक्षम सुरक्षा प्राधिकारी राजनयिक माध्यमों से भिन्न माध्यमों के जरिए वर्गीकृत सूचना भेजने के लिए पारस्परिक सहमति से सहमत हो सकते हैं जब भेजने का तरीका अनुपयुक्त अथवा दुष्कर साबित हो ।
3. प्राप्तकर्ता पक्षकार वर्गीकृत सूचना और सामग्री के प्राप्त होने की यथासंभव शीघ्र पुष्टि करेगा और ऐसी सूचना और सामग्री प्रयोक्ता को भेजेगा ।

अनुच्छेद -10
प्रकटीकरण , निष्पादन और निदेश

प्रत्येक पक्षकार, दोनों पक्षकारों के बीच साझा और आदान-प्रदान की गई वर्गीकृत सूचना और सामग्री की बाबत इस करार की प्रयोज्यता के संगत प्रयोक्ताओं को सूचित करेगा।

अनुच्छेद 11
सुरक्षा उपाय

- 1) एक पक्षकार से दूसरे पक्षकार के प्रयोक्ता के लिए वर्गीकृत सूचना और सामग्री के संप्रेषण के प्रयोजन के लिए प्राप्तकर्ता पक्षकार :
 - क) यह सुनिश्चित करेगा कि उनकी सुविधाओं में वर्गीकृत सूचना और सामग्री को रक्षित करने की पर्याप्त क्षमताएं हैं ;
 - ख) इन सुविधाओं को, समुचित स्तर, पर सुरक्षा अनुमति प्रदान करेगा;
 - ग) उन व्यक्तियों के लिए समुचित स्तर पर सुरक्षा अनुमति प्रदान करेगा जिनके कार्यों में वर्गीकृत सूचना और सामग्री तक पहुंचना अपेक्षित होता है;

घ) यह सुनिश्चित करेगा कि जिन व्यक्तियों की पहुंच ऐसी वर्गीकृत सूचना और सामग्री तक है, वे लागू कानूनों और विनियमों के अनुसार वर्गीकृत सूचना तथा सामग्री को संरक्षित करने के लिए उत्तरदायी हैं ।

ड) अपनी सुविधाओं का नियमित सुरक्षा निरीक्षण करेंगे ।

2) किसी एक पक्षकार के भूभाग में स्थित प्रयोक्ता और किसी अन्य पक्षकार के भूभाग में अवस्थित प्रयोक्ता के बीच वर्गीकृत संविदा अथवा उप संविदा के संदर्भ में पूर्व संविदागत वार्ताओं के लिए उपलब्धकर्ता पक्षकार के सक्षम सुरक्षा प्राधिकारी इन पूर्व-संविदागत वार्ताओं से जुड़ी सूचना अथवा सामग्री के सुरक्षा वर्गीकरण के बारे में अपने प्रतिपक्षी को सूचित करेगा ।

3) किसी संविदा अथवा उप संविदा, जिसमें वर्गीकृत सूचना और सामग्री शामिल हैं, के लिए सुरक्षा अनुबंध तैयार किया जाएगा । इस अनुबंध में, सूचना अथवा सामग्री अग्रेषित करने वाले पक्षकार से सक्षम सुरक्षा प्राधिकारी विनिर्दिष्ट करेगा कि प्राप्तकर्ता पक्षकार द्वारा क्या रक्षित किया जाना है, साथ ही साथ इसके लिए लागू तदनु रूप वर्गीकरण स्तर क्या होगा । उपलब्धकर्ता पक्षकार का मूल प्राधिकारी ही सुरक्षा अनुबंध में सूचीबद्ध सूचना अथवा सामग्री के वर्गीकरण स्तर को संशोधित कर सकता है । उपलब्धकर्ता पक्षकार का सक्षम राष्ट्रीय सुरक्षा प्राधिकारी अन्य पक्षकार के सक्षम सुरक्षा प्राधिकारी को सुरक्षा अनुबंध की प्रति अग्रेषित करेगा ।

अनुच्छेद 12

दौरे

1) एक पक्षकार के राष्ट्रिकों द्वारा दूसरे पक्षकार के स्थान, जहां वर्गीकृत सूचना और सामग्री का संग्रहण है, का दौरा करना प्राधिकृत होगा बशर्ते मेजबान पक्षकार के सक्षम सुरक्षा प्राधिकारी द्वारा ऐसे दौरो के लिए पूर्व लिखित प्राधिकार दे दिया हो । पक्षकारों के बीच आदान-प्रदान की गई सूचना और सामग्री तक अथवा उन क्षेत्रों, जहां ऐसी सूचना और सामग्री संगृहीत है, तक पहुंच वाले तीसरे देश के राष्ट्रिकों द्वारा किए जाने वाले दौरे पक्षकारों की पास्परिक सहमति से प्राधिकृत किए जा सकते हैं ।

2) दौरे संबंधी आवश्यकताएं, मेजबान पक्षकार के सक्षम सुरक्षा प्राधिकारी को राजनयिक माध्यमों के जरिए से अग्रेषित की जाएंगी । ये आवश्यकताएं अपेक्षित दौरे से कम से कम तीन सप्ताह पहले पहुंचानी होंगी । दौरे आवश्यकताओं में इस करार के अनुबंध में सूचीबद्ध डाटा शामिल होगा ।

3) एक पक्षकार 12 माह की अधिकतम अवधि के दौरा प्राधिकार की अपेक्षा करेगा। यदि यह महसूस किया जाता है कि विशिष्ट परियोजना इस अवधि के दौरान पूरी नहीं होगी अथवा यह कि नियमित दौरों के लिए प्राधिकृत अवधि बढ़ाई जानी है तो दौरे की अपेक्षा रखने वाला पक्षकार जारी दौरे के प्राधिकार की समाप्ति से तीन सप्ताह से अनधिक अवधि के भीतर दौरे की नई आवश्यकता के लिए आवेदन कर सकता है।

4) दोनों पक्षकारों के सभी आगंतुक मेजबान पक्षकार के सुरक्षा विनियमों और निदेश का पालन करेंगे।

अनुच्छेद 13 बहुविध दौरे

1) किसी परियोजना, कार्यक्रम अथवा संविदा के लिए पक्षकार दोनों पक्षकारों के सक्षम सुरक्षा प्राधिकारियों द्वारा पारस्परिक सहमत तरीकों और शर्तों के अनुसार बहुविध दौरे करने के लिए प्राधिकृत व्यक्तियों की सूची तैयार करने पर सहमत हो सकते हैं। ये सूचियां शुरू में बारह माह की अवधि के लिए वैध होंगी, जिन्हें दोनों पक्षकारों की पारस्परिक सहमति से एक बार में बारह माह से अधिक अवधि के लिए बढ़ाया नहीं जा सकता है।

2) उपर्युक्त सूचियां मेजबान पक्षकार के प्रवृत्त विनियमों के अनुसार तैयार और अनुमोदित की जाएंगी। एकबार पक्षकारों द्वारा ये सूचियां अनुमोदित होने पर इन सूचियों में उल्लिखित व्यक्तियों द्वारा दौरा की जाने वाली सुविधाओं के संबंधित प्राधिकारियों के साथ विशिष्ट दौरा शर्तें सहमत निबंधन और शर्तों के अनुसार तय की जा सकती हैं।

अनुच्छेद 14 कार्यान्वयन दौरे

1) यह जांच करने के लिए कि सुरक्षा उपाय सही-सही प्रवृत्त हैं, प्रत्येक पक्षकार अपने-अपने राष्ट्रीय कानून और विनियमों के अनुसार उन सुविधाओं का सुरक्षा निरीक्षण करेंगे जहां इस करार के अधीन साझा अथवा आदान-प्रदान की गई वर्गीकृत सूचना और सामग्री संगृहीत है।

2) अनुच्छेद 12 और 13 में निर्धारित प्रक्रिया के अनुसार अनुरोध करने पर दोनों पक्षकारों के प्रतिनिधि संबंधित देश द्वारा संप्रेषित वर्गीकृत सूचना के संरक्षण संबंधी प्रक्रियाओं और व्यवहारों के संबंध में सक्षम प्राधिकारियों के साथ विचार-विमर्श करने के लिए और अपने आपको संतुष्ट करने के लिए कि विशिष्ट परियोजनाओं के संबंध में सुरक्षा प्रबंध सुव्यवस्थित हैं, अन्य पक्षकार के भूभाग में स्थापनाओं और सुविधाओं का दौरा कर सकते हैं।

अनुच्छेद 15 सुरक्षा भंग

सुरक्षा भंग की दशा में, उदाहरणार्थ, साझा अथवा आदान-प्रदान की गई वर्गीकृत सूचना और सामग्री को नष्ट करना, परिवर्तित करना, हटाना, अप्राधिकृत कापी करना, प्रकटीकरण अथवा उसकी वास्तविक अथवा संभावित हानि, प्राप्तकर्ता पक्षकार जांच करेगा और परिणामों को सीमित करने के लिए तथा और सुरक्षा भंग को रोकने के लिए वह अपने राष्ट्रीय कानूनों और विनियमों के अनुसार समुचित उपाय करेगा। प्राप्तकर्ता पक्षकार ऐसी जांच के परिणाम और ऐसे भंग की पुनरावृत्ति से बचने के लिए किए गए उपायों की सूचना उपलब्धकर्ता पक्षकार को देगा।

अनुच्छेद 16 खर्चे

- 1) इस करार के निष्पादन में सिद्धांततः कोई विशेष लागत उत्पन्न नहीं होगी।
- 2) इस करार के निष्पादन के संबंध में सभी खर्चे संबंधित पक्षकारों द्वारा उपलब्ध बजट से वहन किए जाएंगे।

अनुच्छेद 17 विवाद समाधान

- 1) इस करार के निर्वचन अथवा कार्यान्वयन के बारे में कोई विवाद होने पर उसे पक्षकारों के बीच परामर्श करके ही निपटाया जाएगा।
- 2) विवाद की अवधि के दौरान दोनों पक्षकार इस करार के अधीन अपनी सभी बाध्यताएं पूरी करना जारी रखेंगे।

अनुच्छेद 18

कार्यान्वयन, संशोधन और समापन

- 1) प्रत्येक पक्षकार इस करार को प्रवृत्त करने के लिए संगत सीमा तक अपेक्षित आंतरिक प्रक्रियाओं को पूरा करने के बारे में अन्य पक्षकार को अधिसूचित करेगा। यह करार दूसरी अधिसूचना प्राप्त होने की तारीख से प्रवृत्त होगा। इस करार के उपबंध इसके प्रवृत्त होने से पहले आदान-प्रदान की वर्गीकृत सूचना और सामग्री के लिए भी लागू होंगे।

- 2) इस करार को पारस्परिक सम्मति से किसी भी समय संशोधित किया जा सकता है।
- 3) यह करार 10 वर्ष की अवधि के लिए प्रवृत्त रहेगा। इसका नवीकरण 5 वर्ष की नई अवधियों के लिए मौन स्वीकृति द्वारा हो जाएगा, जब तक कि किसी एक पक्षकार को विधिमान्यता की इसकी मौजूदा अवधि के समाप्त होने से छह माह पहले लिखित में नवीकरण न करने के अपने आशय की अन्य पक्षकार को अधिसूचना न दे दी जाए।
- 4) यह करार किसी भी पक्षकार द्वारा छह माह की सूचना पर किसी भी समय समाप्त किया जा सकता है। तथापि ऐसी समाप्ति से इस करार के अधीन आदान-प्रदान की गई वर्गीकृत सूचना और सामग्री के संरक्षण के बारे में पक्षकारों के अधिकारों और बाध्यताओं में परिवर्तन नहीं होगा।
- 5) यह करार समाप्त होने पर और जब तक उपलब्धकर्ता पक्षकार प्राप्तकर्ता पक्षकार को अपना अवर्गीकरण अधिसूचित नहीं कर देता है, इस करार के अधीन और इसकी अवधि के दौरान आदान-प्रदान की गई वर्गीकृत सूचना और सामग्री तथा इसके अंतर्गत करारों, संविदाओं अथवा उप संविदाओं के परिणामस्वरूप जो अभी विधिमान्य अथवा प्रवृत्त हैं, इन उपबंधों द्वारा यथा उपबंधित संरक्षित की जाती रहेगी भले ही ऐसी सूचना इसके समाप्त होने के बाद हस्तांतरित की गई हो।

इस करार पर इस प्रयोजन के लिए दोनों पक्षकारों के विधिवत प्राधिकृत प्रतिनिधियों के समक्ष हस्ताक्षर किए गए और उनकी सीलें लगाई गई हैं।

इस करार को दिल्ली में 25 जनवरी 2008 को फ्रांसीसी, हिंदी, और अंग्रेजी प्रत्येक भाषाओं में दो प्रतियों में तैयार किया गया है जिनके सभी पाठ समान रूप से अधिप्रमाणित हैं।

फ्रांस गणराज्य की सरकार के लिए



(हर्वे मोरीन)
फ्रांस के रक्षा मंत्री

भारत गणराज्य की सरकार के लिए



(ए.के.अन्तनी)
रक्षा मंत्री

अनुबंध

जैसाकि अनुच्छेद 12 और 13 में उल्लेख है, दौरे संबंधी आवश्यकता में निम्नलिखित सूचना शामिल की जानी चाहिए :-

- क) आगंतुक का नाम और पहला नाम, जन्म तिथि और जन्म स्थान, उसकी राष्ट्रियता और उसका पासपोर्ट नंबर;
- ख) आगंतुक का पद और उसका कार्य, उस एजेंसी का नाम जिसने उसे नियोजित किया है;
- ग) आगंतुक को अनुमति देने का सार, अपेक्षाकार पक्षकार द्वारा उपलब्ध कराए जाने वाले सुरक्षा प्रमाण-पत्र द्वारा अधिप्रमाणित किया जाना है;
- घ) दौरे की निर्धारित तारीख और इसकी संभावित अवधि;
- ङ) दौरे का प्रयोजन और कार्रवाई किए जाने विषयों पर और साथ ही साथ वर्गीकृत सूचना और सामग्री के वर्गीकरण स्तरों पर कोई लाभप्रद सूचना ;
- च) दौरे के प्रयोजन वाली एजेंसियों, सुविधाओं और स्थानों का नाम ;
- छ) यदि संभव हो, उन लोगों का नाम और पहला नाम जिनके द्वारा आगंतुक का स्वागत करने की संभावना है ;
- ज) सक्षम सुरक्षा प्राधिकारी के हस्ताक्षर, तारीख और मोहर ।

Agreement between
The Government of the French Republic
And
The Government of the Republic of India
concerning to the protection of classified information and material
in the field of defence

The Government of the French Republic,
and
The Government of the Republic of India,

Hereinafter referred to as "the Parties",

Desiring to protect classified information and material exchanged between the Parties in the field of defence within the framework of co-operation Agreements concluded or to be concluded and within the framework of invitations for tenders, contracts or orders from public or private organisations from the Parties,

Hereby agree as follows :

ARTICLE 1
Definitions

For the purpose of this Agreement :

"Classified information and material" refers to information and material to which a specific level of security classification has been accorded, regardless of its nature and mode of transmission, which require protection against compromise, destruction, removal, disclosure, loss or access to any uncleared and unauthorised person, in the interest of national security in accordance with national laws and regulations of the respective Parties.

"Host Party" means the Party on whose territory a visit is made.

"Providing Party" means the Party that provides classified information or material to the other Party.

"Competent security authorities" means designated security authority or competent authorities authorised by national laws and regulations of the Parties which are responsible for the implementation of this Agreement.

"Receiving Party" means the Party with whom classified information or material is shared by the Providing Party.

"User" means any legal entity or individual cleared by the Parties to deal with the classified information and material.

"Need to know" means the need to have access to classified information in the scope of a given official position and for the performance of a specific task.

ARTICLE 2

Purpose

This Agreement constitutes the common security regulations applicable to any exchange of classified information for all agreements, contracts or sub-contracts concluded during the period of validity of this Agreement between or by the Parties or by their duly authorised agencies.

ARTICLE 3

Competent authorities

The security authorities competent for the execution of this Agreement are the following :

For the French Republic :

Ministry of Defence

14 rue Saint-Dominique

00455 Armées

For the Indian Republic :

Ministry of Defence

South Block

New Delhi

The Parties shall inform each other about any change in their competent security authorities

ARTICLE 4
Security principles

The Parties shall, in accordance with their national laws and regulations, take all measures necessary for the protection of classified information and material provided to them under this Agreement or in accordance with agreements, contracts or sub-contracts concluded between or by the Parties or by their duly authorised agencies for that purpose.

The protection and exchange of classified information and material between the Parties shall be governed by the following principles :

1. The Receiving Party shall grant the classified information and material received a level of protection equivalent to the level duly granted to them by the Providing Party.
2. Access to classified information and material shall be limited only to persons who have been cleared from the security angle at the required level by the competent security authority of the Party and whose functions require access to such classified information and material on the "need to know" principle.
3. The Receiving Party shall not disclose classified information and material to a third party, State, individual or legal entity with a third State's nationality, or to an international organisation without the previous written consent of the Providing Party.
4. Classified information and material exchanged between the Parties shall not be used for purposes other than those for which they have been officially provided for.
5. The Receiving Party shall neither downgrade nor declassify any classified information and material without the previous written consent of the Providing Party.
6. Information or material generated as a result of activities carried out in accordance with this Agreement shall be classified through mutual consultations between the Parties or by their duly authorised agencies.

ARTICLE 5
Security classification and equivalent classifications

1. Having taken cognizance of the security measures prescribed by their respective national laws and regulations, the Parties shall undertake to protect the exchanged classified information and material and adopt the equivalence of security classification levels as defined in the table below :

France	India
SECRET DEFENSE	SECRET
CONFIDENTIEL DEFENSE	CONFIDENTIAL
DIFFUSION RESTREINTE	RESTRICTED
Nota	

NOTA : Information marked "RESTRICTED" are the information handled and protected in France in accordance with its national laws and regulations applied for the protected but not classified information "DIFFUSION RESTREINTE".

Information not classified but with the "DIFFUSION RESTREINTE" protective marking transmitted by the French Party will be handled and protected by Indian Party in accordance with its national laws and regulations applied for "RESTRICTED" information.

2. At the request of the other Party, each Party shall, in order to maintain comparable security standards, provide information about its security regulations, procedures and practices for safeguarding classified information and material. Each Party shall facilitate contacts of the security authorities of both Parties.
3. The Parties shall keep each other informed of any amendment regarding their national security laws and regulations related to classified information and material.

ARTICLE 6

Security clearance

1. In order to get access to classified information and material with a CONFIDENTIAL DEFENSE / CONFIDENTIAL or higher classification, each Party shall follow a prescribed national security clearance procedure.
2. With regard to security clearance of a national of one Party, who is required to stay on the other Party's territory in pursuance of the agreements or contracts under this Agreement, the competent security authorities of the concerned Party shall, on request of the other Party, facilitate such clearance in accordance with their national laws and regulations.

ARTICLE 7

Classification, reception and amendments

1. On receiving classified information and material from the other Party, the Receiving Party shall undertake to stamp its own national security classification in accordance with the equivalence established in article 5.
2. The Parties shall inform each other of any amendment the classification of information and/or material forwarded to the other Party.

ARTICLE 8

Downgrading, declassification and transmission to third parties

Classified information and material exchanged, transmitted, developed or under development in co-operation by both Parties according to Agreements, contracts or any other common activity shall not be downgraded, declassified or sent to a third party, State, individual or legal entity with a third State's nationality, or an international organisation, without the previous written consent of the other Party.

ARTICLE 9

Transmission of classified information between the Parties

1. Classified information and material shall be transmitted from one Party to the other via diplomatic channels.
2. The competent security authorities may, by mutual consent, agree that classified information may be transferred by a means other than through diplomatic channels insofar as said method of transfer proves to be unsuitable or difficult.
3. The Receiving Party shall confirm the receipt of classified information and material as quickly as possible, and shall forward such information and material to the user.

ARTICLE 10

Disclosure, execution and directives

Each Party shall inform the relevant users of the applicability of this Agreement in respect of classified information and material shared and exchanged between the two Parties.

ARTICLE 11

Security measures

- 1) For the purpose of the transmission of classified information and material from one Party to users from the other Party, the Receiving Party shall :
 - a) Ensure that their facilities have the capabilities to protect the classified information and material adequately ;
 - b) Grant these facilities a security clearance at the appropriate level ;
 - c) Grant a security clearance at the appropriate level for individuals whose functions require them to have access to the classified information and material ;
 - d) Ensure that all individuals, who have access to such classified information and material, are aware of their responsibilities to protect classified information and material in accordance with applicable laws and regulations ; and
 - e) Carry out regular security inspections of their facilities.

- 2) For pre-contractual negotiations involving a classified contract or sub-contract between a user located in the territory of one of the Parties, and the other in the territory of the other Party, the competent security authority of the Providing Party shall inform his counterpart about the security classification of the information or material linked to these pre-contractual negotiations.
- 3) For any contract or subcontracting contract that includes classified information and material, a security annex shall be drawn up. In this annex, the competent security authority from the Party forwarding the information or the material, shall specify what has to be protected by the Receiving Party, as well as the corresponding classification level, applicable to it. Only the originating authority of the Providing Party may amend the classification level of an information or material listed in a security annexure. The competent national security authority of the Providing Party shall forward a copy of the security annex to the competent security authority of the other Party.

ARTICLE 12

Visits

- 1) Visits by nationals from one Party to a location of the other Party, where classified information and material are stored, shall be authorised provided that a prior written authorisation for such visits has been granted by the competent security authority of the Host Party. Visits carried out by nationals of a third State involving access to classified information and material exchanged between the Parties, or areas where such information and material are stored, may be authorised with the mutual consent of the Parties.
- 2) Visit requirements shall be forwarded through diplomatic channels to the competent security authority of the Host Party. These requirements shall arrive at least three weeks before the required visit. Visit requirements shall include data listed in Annex to this Agreement.
- 3) A Party may require for a visit authorisation for a maximum period of 12 months. If it is felt that a specific project will not be completed within this period or that the authorised period for regular visits should be extended, the Party that requires the visit may apply a new visit requirement within a period not less than three weeks before the expiry of the authorisation for the ongoing visit.
- 4) All visitors of either Party shall comply with the security regulations and directives of the Host Party.

ARTICLE 13

Multiple visits

- 1) For any project, program or contract, the Parties may agree to draw up lists of individuals authorised to carry out multiple visits, according to the modes and conditions mutually agreed upon by the competent security authorities of both Parties. These lists would be valid for an initial period of twelve months, which can be extended by the mutual consent of both Parties for not more than twelve months at a time.

- 2) The above mentioned lists shall be drawn up and approved in accordance with regulations in force of the Host Party. Once these lists are approved by the Parties, the specific visit conditions may be settled directly with the concerned authorities of the facilities to be visited by individuals mentioned in these lists according to the agreed terms and conditions.

ARTICLE 14
Implementation visits

- 1) In order to check that security measures are correctly enforced, each Party shall, in accordance with its own national laws and regulations, carry out security inspections in facilities where classified information and material shared or exchanged under this Agreement are stored.
- 2) In accordance with the procedures set out in Articles 12 and 13, when requested, representatives of either Party may visit establishments and facilities in the territory of the other Party to discuss with the competent authorities the procedures and practices for the protection of classified information transmitted by the concerned country, and satisfy themselves that the security arrangements in relation to specific projects are in place.

ARTICLE 15
Security breaches

In the event of a security breach, for example, destruction, diversion, removal, unauthorised copy, disclosure, or real or presumed loss of classified information and material shared and exchanged, the Receiving Party shall carry out an inquiry and take all appropriate measures in accordance with its national laws and regulations, in order to limit the consequences and to prevent any further breach of security. The Receiving Party shall inform the Providing Party of the results of such an inquiry as well as of the measures taken to prevent recurrence of such breaches.

ARTICLE 16
Expenses

- 1) In principle, the performance of this Agreement shall not generate any special costs.
- 2) All expenses in connection with the execution of this Agreement shall be borne by the concerned Parties within their available budgets.

ARTICLE 17
Dispute resolution

- 1) Any dispute regarding the interpretation or the implementation of this Agreement shall be settled only through consultation between the Parties.
- 2) During the period of the dispute, both Parties shall continue to fulfil all of their obligations under this Agreement.

ARTICLE 18

Entry into force, amendment and termination

- 1) Each Party shall notify the other Party of the fulfillment of the required internal procedures, to the extent relevant, for the entry into force of this Agreement. This Agreement shall enter into force on the day of receipt of the second notification. The provisions of this Agreement shall also apply to classified information and material exchanged prior to its entry into force.
- 2) This Agreement can be amended at any time by mutual consent.
- 3) This Agreement shall remain in force for a period of 10 years. It shall be renewed by tacit consent for new 5-year periods unless one of the Parties notifies the other Party of its intention not to renew it in writing 6-months prior to the end of its current period of validity.
- 4) This Agreement may be terminated by either of the Parties at any time with a 6-month notice. Such termination shall not, however, alter the rights and obligations of the Parties regarding the protection of the classified information and material exchanged under this Agreement.
- 5) Should this Agreement be terminated and as long as the Providing Party has not notified their declassification to the Receiving Party, classified information and material exchanged under and during the period of this Agreement, as well as those resulting from agreements, contracts or sub-contracts covered by it which are still valid or in force, shall continue to be protected as provided for by these provisions, even if such information is transferred after its termination.

In witness whereof, the representatives of both Parties duly authorised for this purpose, have signed this Agreement and have affixed their seals.

Done at *New Delhi* on *25 January 2008* in three copies, each in the French, Hindi and English languages, the three texts being equally authentic.

For the Government
of the French Republic



Hervé MORIN
Défense Minister



For the Government
of the Republic of India

A.K. ANTONY
Défense Minister

ANNEX

A visit requirement as mentioned in articles 12 and 13 should include the following information :

- a) Name and first name of the visitor, date and place of birth, nationality and passport's number ;
- b) The job and function of the visitor, the name of the agency that employs him ;
- c) The clearance level of the visitor, authenticated by a security certificate to be provided by the Requiring Party ;
- d) The scheduled date for the visit and its probable duration;
- e) The purpose of the visit and any useful information on the issues to be dealt with, as well as the classification levels of classified information and material ;
- f) The name of the agencies, facilities and places which are the purpose of the visit ;
- g) If possible, the names and first names of people who are likely to welcome the visitor ;
- h) The date, signature and affixed seal of the competent security authority.

